

ACTION URGENTE

DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS MENACÉS DE MORT

Des paramilitaires ont envoyé des menaces de mort à plusieurs organisations de défense des droits humains et à un syndicat à Barranquilla, dans le nord de la Colombie. Parmi les destinataires de ces menaces figurent des familles d'El Tamarindo, qui risquent par ailleurs d'être expulsées de leur exploitation agricole.

Le 30 octobre, le groupe paramilitaire des Rastrojos – Commandos urbains de Barranquilla a désigné plusieurs défenseurs des droits humains comme « objectifs militaires » dans un courriel. La menace de mort a été envoyée à des membres de la section du département de l'Atlantique du syndicat Centrale unitaire des travailleurs (CUT), de la Fondation Enfance heureuse (FIF), de l'Association des proches unis par une même douleur (AFUSODO), de la section de l'Atlantique du Comité permanent pour la défense des droits humains (CPDH) et du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP). Elle a aussi été adressée à l'Association des exploitants agricoles (ASOTRACAMPO). Ces organisations appartiennent au **Mouvement national des victimes de crimes d'État (MOVICE)**.

L'ASOTRACAMPO représente les familles vivant à El Tamarindo et la majorité des personnes citées dans le message ont des liens avec cette exploitation agricole, située dans commune de Galapa (département de l'Atlantique). Depuis 2001, 130 familles occupent pacifiquement l'exploitation agricole d'El Tamarindo. On a tenté à plusieurs reprises de les faire partir, notamment en expulsant certaines d'entre elles de force en mai et juin 2013. Ces tentatives se sont accompagnées de menaces répétées de la part de paramilitaires. Le 17 octobre, des paysans de plusieurs départements de la région se sont rassemblés à El Tamarindo afin de réclamer des garanties quant à leur droit à la terre et ont défilé en direction du bureau du gouverneur du département de l'Atlantique. Le 31 octobre, des membres du MOVICE ont été informés qu'une expulsion était prévue à El Tamarindo pour le 1^{er} novembre. Cependant, la date a été repoussée et de nouveaux entretiens avec des représentants du gouvernement doivent avoir lieu le 8 novembre.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- priez instamment les autorités d'assurer la sécurité des personnes visées par la menace de mort, notamment les familles d'El Tamarindo, dans le strict respect de leurs souhaits, et de diligenter une enquête approfondie et impartiale sur ces menaces, d'en publier les conclusions et de traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;
- demandez-leur de veiller à ce que la communauté d'El Tamarindo et les personnes qui la soutiennent puissent continuer à faire campagne en toute sécurité pour la reconnaissance du droit à la terre ;
- rappelez-leur qu'elles ont le devoir de prendre des mesures pour lutter contre les forces paramilitaires et rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux recommandations des Nations unies.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 DÉCEMBRE 2013 À :

Président
 Presidente Juan Manuel Santos
 Presidente de la República, Palacio de
 Nariño, Carrera 8 No.7-26
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631
Formule d'appel : Excmo. Sr. Santos, /
Monsieur le Président,

Gouverneur du département de
l'Atlantique
 José Antonio Segebre Berardinelli
 Gobernación del Atlántico
 Calle 40 Cra. 45 y 46
 Barranquilla, Colombie
 Fax : +57 5 340 4524
Formule d'appel : Estimado Sr.
Gobernador, / Monsieur le
Gouverneur,

Copies à :
MOVICE
 Carrera 5 No. 16-14
 Oficina 807,
 Bogotá, Colombie

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 103/13. Pour en savoir plus : www.amnesty.org/fr/library/info/AMR23/017/2013/fr.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS MENACÉS DE MORT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

En 2001, quelque 130 familles, qui avaient dû quitter leurs maisons dans les départements de Córdoba, du Magdalena et de César, occupaient 120 hectares de l'exploitation agricole d'El Tamarindo, dans le département de l'Atlantique, qui avait été abandonnée. En 2007, les autorités étatiques ont annoncé qu'une zone de commerce libre serait instaurée dans un périmètre comprenant cette ferme. En 2008, une entreprise locale a lancé une procédure judiciaire car elle affirmait posséder le terrain d'El Tamarindo.

Un groupe paramilitaire opérant dans la région a menacé à plusieurs reprises de tuer les agriculteurs d'El Tamarindo. Le 28 janvier 2012, les autorités civiles locales ont fait intervenir en vain les forces de sécurité afin de faire appliquer les avis d'expulsion concernant ces personnes, avis obtenus, semble-t-il, par de puissants acteurs économiques qui prétendent posséder une partie des terrains en question. Des paramilitaires de la région ont menacé les agriculteurs durant cette opération, qui a été menée sans succès. Narciso Enrique Tehrán Mejía, fils du vice-président de l'ASOTRACAMPO, a été abattu dans son sommeil le 12 avril 2013 à El Tamarindo.

Au cours du conflit armé qui déchire la Colombie depuis de nombreuses années, des millions d'hectares de terres ont été volés. Le plus souvent, les propriétaires légitimes ont subi des violences, notamment les populations indigènes, les Afro-Colombiens et les paysans. Les différentes parties au conflit, à savoir les troupes paramilitaires et les forces de sécurité, qui agissent seules ou en collaboration les unes avec les autres, ainsi que les groupes de guérilla, ont conduit plus de cinq millions de personnes à quitter leur domicile.

Le MOVICE est une vaste coalition d'organisations de la société civile qui milite pour obtenir vérité, justice et réparation au nom des victimes du conflit armé qui déchire la Colombie depuis des années. Ses membres rassemblent des informations et présentent de nombreux cas d'homicides et de disparitions forcées orchestrés par les forces de sécurité et les groupes paramilitaires.

Parmi les personnes concernées par la dernière menace de mort en date figure Martha Elena Díaz Ospina, fondatrice et présidente de l'AFUSODO et membre de la section du département de l'Atlantique du MOVICE. Elle soutient le mouvement d'El Tamarindo et a aussi été citée dans la menace de mort proférée par le groupe paramilitaire des Rastrojos – Commandos urbains de Barranquilla le 24 septembre (pour plus d'informations, voir l'AU 22/13, AMR 23/004/2013).

Noms : Familles d'El Tamarindo, membres du MOVICE
Hommes et femmes

Action complémentaire sur l'AU 103/13, AMR 23/051/2013, 6 novembre 2013